

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 18 SEPTEMBRE 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 17 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	1
OBJET DE LA DECISION N° 23/421 AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) MAGENTA A TOULON - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Christian SIMON.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/421

BUREAU DU 18 SEPTEMBRE 2023

**O B J E T : AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE PROJET URBAIN
PARTENARIAL (PUP) MAGENTA A TOULON -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 332-11-3 et L 332-11-4,

VU la Loi 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion, notamment son article 43,

VU la Loi 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à l'urbanisme rénové,

VU la Loi 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la décision n°23/2 du Bureau Métropolitain du 9 janvier 2023 portant sur la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) MAGENTA à Toulon avec la société CB PROMOTION,

VU la convention de PUP MAGENTA visée le 13 janvier 2023, ci-annexée,

VU le permis de construire n°083 137 22 C0142 délivré à la société CB PROMOTION par arrêté en date du 16 janvier 2023,

VU l'avenant n°1 à la convention de PUP MAGENTA, ci-annexé,

CONSIDERANT qu'une convention de PUP MAGENTA a été conclue le 13 janvier 2023, entre la société CB PROMOTION, représentée par Monsieur CHABNI, et la Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par son Président en exercice, avec pour objet la prise en charge financière des travaux d'extension du réseau de distribution d'électricité dont la réalisation était rendue nécessaire par l'opération de construction proposée par la société CB PROMOTION,

CONSIDERANT que suivant le devis d'extension du réseau de distribution d'électricité émis par la cellule « Raccordements » de l'agence Var Ouest d'ENEDIS le 3 juillet 2023, une solution technique permet de réduire la longueur d'extension du réseau de distribution d'électricité sur le domaine public, initialement évaluée à 90 ml, à 10 ml,

CONSIDERANT que suite à cette solution technique, le coût des travaux, estimé dans un premier temps à 12 869,39€ HT, se voit diminuer pour un montant final de 2 559,42 € HT,

CONSIDERANT qu'il convient de modifier le montant à la charge de l'Opérateur et lui faire supporter les 100 % du coût total de l'équipement public à réaliser à savoir 2 559,42 € HT, les travaux d'extension sur le réseau de distribution d'électricité étant uniquement rendus nécessaires pour son opération de construction,

CONSIDERANT qu'il est donc proposé de rédiger un avenant n°1 à la convention de PUP MAGENTA afin de modifier les articles 1, 3, 4 et 5 de la convention,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'APPROUVER le nouveau montant des travaux conformément au devis d'extension du réseau de distribution d'électricité émis par la cellule «Raccordements» de l'agence Var Ouest d'ENEDIS le 3 juillet 2023, soit 2 559,42 € HT au lieu de 12 869,39 € HT.

ARTICLE 2

D'APPROUVER l'avenant n°1 à la convention de Projet Urbain Partenarial entre la société CB PROMOTION et la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer ledit avenant n°1 à la convention de PUP MAGENTA ainsi que tous les actes et pièces nécessaires à son exécution.

ARTICLE 4

DE DIRE que conformément à l'article R 332-25-2 du Code de l'Urbanisme, la présente décision fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole et en mairie de Toulon pendant un mois.

ARTICLE 5

DE DIRE que les dépenses liées aux travaux à réaliser par la Métropole seront inscrits pour l'exercice 2023 et suivants au Budget Principal.

ARTICLE 6

DE DIRE que la participation financière versée par l'Opérateur sera affectée sur le Budget Principal, Opération 10082 « Projet Urbain Partenarial sur le territoire de Toulon ».

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 18 septembre 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	16
CONTRE	0
ABSTENTION	0





AVENANT N°1
à la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP)
« MAGENTA »
Commune de Toulon

En application des dispositions des articles L. 332-11-3 et L. 332-11-4 du Code de l'urbanisme, l'avenant n°1 à la convention de PUP MAGENTA est conclu

ENTRE

La SAS CB PROMOTION, ou toute personne physique ou morale pouvant s'y substituer dans le cadre de ce permis de construire, ayant son siège social 164 avenue Pierre et Marie Curie, 83160 La Valette-du-Var, immatriculée au RCS de Toulon sous le numéro SIREN n° 809 612 682 00058 représentée par Monsieur Bernard CHABNI en sa qualité de Président, dûment habilité à la signature des présentes,

Ci-après « **l'Opérateur** »

ET

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, sise Hôtel de la Métropole, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON cedex 9, représentée par Monsieur Jean-Pierre GIRAN en sa qualité de Président, dûment habilité par délibération du Conseil Métropolitain n° 23/05/078 en date du 4 mai 2023,

Ci-après « **la Métropole** »

Ensemble, « **les Parties** ».

Préalablement à l'objet des présentes, les parties ont exposé ce qui suit :

L'opération de construction porte sur la réalisation de trois maisons individuelles, dont deux jumelées et une détachée sur la parcelle cadastrée section DK n° 814 classée en zone UD au PLU de la commune de Toulon.

Cette opération de construction rend nécessaire la réalisation d'équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage incombe, au titre de ses compétences, à la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Lors de sa séance en date du 9 janvier 2023, le Bureau Métropolitain a défini le périmètre du PUP et autorisé la signature d'une convention de PUP avec la SAS CB PROMOTION pour déterminer les équipements publics à réaliser, leurs montants et les modalités de participation de l'Opérateur à la réalisation par la Métropole des équipements publics rendus nécessaires par l'opération de construction concourant à répondre aux besoins des futurs usagers et habitants des constructions à édifier.

Considérant que suivant le devis d'extension du réseau de distribution d'électricité émis par la cellule –Raccordements- de l'agence Var Ouest d'ENEDIS, une solution technique permet de réduire la longueur d'extension du réseau de distribution public et donc le coût final des travaux.

Il est donc proposé de rédiger un Avenant n°1 afin de modifier les articles 1, 3, 4 et 5 de la convention de PUP MAGENTA.

Ceci exposé, les Parties ont convenu ce qui suit :

- **Article 1**

L'Article 1 de la convention est modifié comme suit :

La présente convention vise à préciser les conditions dans lesquelles les Parties mettront en œuvre un projet urbain partenarial au sens de l'article L 332-11-3 du Code de l'urbanisme.

Conformément à cette disposition, la convention précise les modalités de prise en charge financière de tout ou partie des équipements publics rendus nécessaires par le projet, poursuivi par l'Opérateur, concourant à répondre aux besoins des futurs usagers et habitants. Il s'agit ici de procéder uniquement à des travaux d'extension du réseau de distribution d'électricité sur le domaine Public dont la longueur est réduite à 10ml.

- **Article 2**

L'Article 3 de la convention est modifié comme suit :

Le coût prévisionnel de l'équipement public, à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre fixé par la présente convention, est établi par ENEDIS en tant que concessionnaire de distribution du réseau d'électricité publique.

Le coût total prévisionnel de l'équipement public à réaliser, est fixé à Deux mille cinq cent cinquante-neuf euros et quarante-deux centimes hors taxes (**2 559,42 € HT**) et se ventile comme suit :

Nature travaux	Montant total en € HT
Extension du réseau de distribution d'électricité sur environ 10 ml	2 559,42 €
TOTAL	2 559,42 €

Ce coût prévisionnel prend en compte tous les frais d'études, de maîtrise d'œuvre et d'aléas liés à la réalisation de l'équipement public.

Pour rappel, les équipements existants déjà entièrement financés et les équipements propres à l'opération d'aménagement définis à l'article L. 332-15 du code de l'urbanisme ne peuvent être inclus dans les équipements à financer au titre de la présente convention.

- **Article 3**

L'Article 4 de la convention est modifié comme suit :

L'Opérateur s'engage à verser à la Métropole la fraction du coût nécessaire fixée à :

- 100 % du montant HT du coût total prévisionnel pour l'extension du réseau de distribution d'électricité ;

En conséquence, le montant de la participation totale à la charge de l'Opérateur s'élève à Deux mille cinq cent cinquante-neuf euros et quarante-deux centimes hors taxes (2 559,42 € HT).

- **Article 4**

L'Article 5 de la convention est modifié comme suit :

En exécution d'un titre de recettes, l'Opérateur s'engage à verser à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la participation du projet urbain partenarial mise à sa charge en un seul versement, soit 100 % lorsque le permis de construire sera devenu définitif.

Les autres articles de la convention sont et demeurent inchangés.

Fait à Toulon, le

En 03 exemplaires originaux.

Pour CB PROMOTION

Le Président,

Monsieur Bernard CHABNI,

Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée

Le Président,

Monsieur Jean-Pierre GIRAN,



Projet Urbain Partenarial (PUP)

«MAGENTA»

Commune de Toulon

Convention prise en application des articles L. 332-11-3 et L. 332-11-4 du Code de l'urbanisme issus de l'article 43 de la loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion

VU le décret n° 2017.1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole dénommée Toulon Provence Méditerranée,

En application des dispositions des articles L. 332-11-3 et L. 332-11-4 du Code de l'urbanisme, la présente convention est conclue

ENTRE

La SAS CB PROMOTION, ou toute personne physique ou morale pouvant s'y substituer dans le cadre de ce permis de construire, ayant son siège social 164 avenue Pierre et Marie Curie, 83160 La Valette-du-Var, immatriculée au RCS de Toulon sous le numéro SIREN n° 809 612 682 00058 représentée par Monsieur Bernard CHABNI en sa qualité de Président, dûment habilité à la signature des présentes,

Ci-après désigné « l'Opérateur »

ET

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par Monsieur Hubert FALCO en sa qualité de Président, sise Hôtel de la Métropole, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON cedex 9,

Ci-après désigné « la Métropole »

Ensemble, « les Parties ».

Le terme « Convention » désigne la présente convention contenant projet urbain partenarial.

En conséquence, il a été convenu entre les parties ce qui suit :

PREAMBULE

Une opération de construction est projetée sur la parcelle cadastrée section DK n° 814 classée en zone UD au PLU de la commune de Toulon.

Le programme prévisionnel de cette opération prévoit la réalisation de trois maisons individuelles dont deux jumelées et une détachée. L'accès principal au projet sera réalisé à partir de la rue Magenta.

Compte tenu de sa localisation, et du nombre de logements prévus, l'accomplissement de ce programme nécessite la réalisation d'équipements autres que les équipements propres mentionnés à l'article L. 332-15 du Code l'urbanisme.

Aussi, les Parties se sont rapprochées et ont considéré que ces travaux d'équipements publics ne pouvaient s'envisager autrement que sous maîtrise d'ouvrage publique mais qu'ils devaient être, en tout ou partie, financés par l'Opérateur dans le cadre d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) sur le fondement de l'article L.332-11-3 du Code de l'urbanisme.

- **Article 1 - Objet**

La présente convention vise à préciser les conditions dans lesquelles les parties mettront en œuvre un projet urbain partenarial au sens de l'article L 332-11-3 du Code de l'urbanisme.

Conformément à cette disposition, la convention précise les modalités de prise en charge financière de tout ou partie des équipements publics rendus nécessaires par le projet, poursuivi par l'Opérateur, concourant à répondre aux besoins des futurs usagers et habitants. Il s'agit ici de procéder uniquement à des travaux d'extension du réseau de distribution d'électricité sur environ 90 ml, tel que défini à l'article 3, ci-après.

- **Article 2 - Périmètre**

Le périmètre d'application de la présente convention est délimité par le plan joint en annexe 1 à la présente convention, parcelle cadastrée section DK n° 814.

Ce périmètre sera reporté dans les annexes du PLU de la commune de Toulon en application des articles R 151-52-12° et R 153-18 du Code de l'urbanisme.

- **Article 3 – Coût prévisionnel des équipements publics Induits par l'opération immobilière**

Le coût prévisionnel de l'équipement public, à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre fixé par la présente convention, est établi par ENEDIS en tant que concessionnaire de distribution du réseau d'électricité publique.

Le coût total prévisionnel de l'équipement public à réaliser, est fixé à Douze mille huit cent soixante-neuf euros et trente-neuf centimes hors taxes (12 869.39 € HT) et se ventile comme suit :

Nature travaux	Montant total en € HT
Extension du réseau de distribution d'électricité sur environ 90 ml	12 869,39 €
TOTAL	12 869,39 €

Ce coût prévisionnel prend en compte tous les frais d'études, de maîtrise d'œuvre et d'aléas liés à la réalisation de l'équipement public.

Pour rappel, les équipements existants déjà entièrement financés et les équipements propres à l'opération d'aménagement définis à l'article L. 332-15 du code de l'urbanisme ne peuvent être inclus dans les équipements à financer au titre de la présente convention.

• **Article 4 – Montant de la participation financière due par l'Opérateur**

L'Opérateur s'engage à verser à la Métropole la fraction du coût nécessaire fixée à :

- 80 % du montant HT du coût total prévisionnel pour l'extension du réseau de distribution d'électricité ;

Equipements publics rendus nécessaires par le projet immobilier rue Magenta – Toulon					
<u>Description des travaux</u>	<u>Montant des travaux € HT</u>	<u>Part OPERATEUR</u>		<u>Part TPM</u>	
		%	€ HT	%	€ HT
Extension réseau de distribution d'électricité sur 90 ml	12 869,39 €	80 %	10 295,51 €	20 %	2 573,88 €
<u>TOTAL</u>	<u>12 869,39 €</u>		10 295,51 €		2 573,88 €

En conséquence, le montant de la participation totale à la charge de l'Opérateur s'élève à **Dix mille deux cent quatre-vingt-quinze euros et cinquante et un centimes net de taxes** (10 295,51 € net de taxes).

En dérogation à l'article 10 de la présente convention, les parties conviennent que le montant de la participation mentionnée, ci-dessus, pourra être ajusté, sans conclusion d'avenant à la hausse comme à la baisse en fonction du coût effectif des équipements à réaliser dans la limite de 5 % du montant de la participation. Au-delà ou en deça de 5%, il sera procédé à un ajustement du montant de la participation par voie d'avenant tel que mentionné à l'article 10.

• **Article 5 – Modalités de paiement de la participation financière due par l'Opérateur**

En exécution d'un titre de recettes, l'Opérateur s'engage à verser à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la participation du projet urbain partenarial mise à sa charge en un seul versement, soit 80 % lorsque le permis de construire sera devenu définitif.

- **Article 6 – Délai de réalisation des équipements publics et planning prévisionnel**

Les études et travaux d'extension du réseau de distribution d'électricité seront engagés par ENEDIS lorsque le pétitionnaire fera sa demande de raccordement auprès d'ENEDIS. ENEDIS reste responsable des délais de réalisation desdits travaux.

La Métropole s'engage à commander à ENEDIS les travaux de réalisation des équipements publics mentionnés à l'article 1 une fois que la Déclaration d'Ouverture de Chantier (DOC) sera déposée en mairie de Toulon, que le versement mentionné à l'article 5 sera réalisé.

- **Article 7 – Restitution de la participation financière**

Si les équipements publics définis à l'Article 1 n'ont pas été achevés dans les délais prescrits par la présente convention, les sommes représentatives du coût des travaux non réalisés sont restituées à l'Opérateur, sans préjudice d'éventuelles indemnités fixées par les juridictions compétentes.

- **Article 8 - Abandon de l'opération de construction**

Dans le cas d'un abandon de cette opération de construction, il est défini ce qui suit :

- L'Opérateur pourra demander décharge de la participation s'il justifie qu'il n'a pas été en mesure de réaliser son programme ;

Toutefois,

- Les équipements publics déjà réalisés ne peuvent faire l'objet d'aucune restitution des sommes versées au titre des participations au projet urbain partenarial ;
- Pour les équipements publics en cours de réalisation, aucun remboursement de la participation de l'Opérateur déjà payé ne peut être réclamé. De plus l'Opérateur devra s'acquitter de sa participation permettant aux différents maîtres d'ouvrage de solder les marchés en cours sur le ou les équipements concernés.

Si l'équipement public à créer, fixé par l'article 1, n'a pas été réalisé dans le délai prévu, les sommes représentatives du coût des travaux non réalisés seront restituées à l'Opérateur.

Cette disposition ne s'applique pas si l'Opérateur n'a pas versé la totalité de la participation prévue à l'article 5, dans les délais prévus à l'article 5.

- **Article 9 – Exonération de la part intercommunale de la taxe d'aménagement**

La durée d'exonération de la part intercommunale de la taxe d'aménagement est de deux ans (2 ans) à compter de l'affichage de la mention de la signature de la convention au siège de la Métropole compétente et en mairie de Toulon.

- **Article 10 - Avenant**

Toutes modifications éventuelles des modalités d'exécution de la convention de projet urbain partenarial doivent faire l'objet d'avenants à la présente convention.

Ces avenants, approuvés par les parties à la convention, devront être signés par le Président dûment autorisé par le Conseil de la Métropole et par le représentant légal de la SAS CB PROMOTION.

Tel sera notamment le cas des modifications portant sur la programmation des équipements publics, le calendrier de réalisation des équipements publics, l'échéancier de paiement des participations par l'opérateur.

Les adaptations de calendrier permettant de faire correspondre au mieux les interventions des différents maîtres d'ouvrage aux besoins de l'opération objet de la présente convention pourront être ajustées sans conclusion d'avenants.

- **Article 11 – Transfert de permis de construire, mutations**

En cas de transfert de permis de construire, les obligations résultant de la présente convention seront transférées de plein droit aux bénéficiaires de ce transfert.

L'Opérateur s'engage à faire insérer dans les actes afférents, l'obligation pour son acquéreur ou tout autre tiers détenteur des droits réels d'exécuter et de transmettre aux acquéreurs successifs, les obligations résultant de la présente convention de participation auxquelles il n'aurait pas été satisfait.

L'Opérateur sera tenu solidairement avec ses successeurs du paiement des fractions de participation non encore effectuées à la date de l'acte de vente ou de tout autre acte conférant une partie des droits réels ou encore à la date de transfert du permis de construire

- **Article 12 – Litige**

Tout différent relatif à la présente convention devra faire l'objet au préalable d'une tentative d'accord amiable entre les parties. A défaut, et après mise en demeure de l'une ou l'autre des parties, saisine sera faite auprès du tribunal administratif, de Toulon, compétent.

- **Article 13 – Affichage et caractère exécutoire**

La présente convention est exécutoire à compter de l'affichage de la mention de sa signature au siège de la Métropole compétente et en mairie de Toulon.


Fait à Toulon, le 13 JAN 2023

En trois exemplaires originaux.

Pour CB PROMOTION

Le Président,

Monsieur Bernard CHABNI,



CB

Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée

Le Président,

Monsieur Hubert FALCO,



Plan Périimètre P.U.P.
Projet MAGENTA à TOULON

Parcelle concernée par
le périmètre

DK 814 : 816.70 m²



Signataires : CB

Le pétitionnaire : CB PROMOTION
La Métropole Toulon Provence Méditerranée

Nos références : n° DE25/019794
Interlocuteur : Kevin RAVILLY
Téléphone :
Mail : kevin.ravilly@enedis.fr

Objet : Demande de contribution pour extension de réseau 10 RUE
MAGENTA TOULON

MTPM Hôtel de Ville
Hotel de la métropole
107 Boulevard Henri FABRE
CS 30536
83041 TOULON cedex 9 France

LA GARDE, le 03/07/23

Madame, Monsieur,

Nous avons le plaisir de vous adresser au titre de l'article L. 342-11 1° alinéa 2 du code de l'énergie, la contribution à l'extension de réseau à la charge de la commune ou de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) compétent en matière d'urbanisme dans le cadre de l'autorisation d'urbanisme **PC08313722C0142** et de l'affaire citée en objet.

Nous vous remercions de nous retourner à l'adresse ci-dessous :

ENEDIS-Pôle TPR
106 Chemin Saint Gabriel
84000 AVIGNON

L'ordre de service ainsi que les **informations suivantes** :

- N° de SIRET
(Obligatoire 14 chiffres)

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

- Code engagement*

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

- Code service*

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

- Nom Prénom du bénéficiaire :

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

Kevin RAVILLY

*Ces informations sont nécessaires à la dématérialisation de la facture et à son dépôt dans Chorus Pro



**Contribution financière pour
l'extension¹ du Réseau Public de Distribution d'électricité
de la demande de raccordement n° **DE25/019794**
ayant fait l'objet de l'Autorisation d'Urbanisme **PC08313722C0142****

à la charge de la commune ou de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale compétent en
matière d'urbanisme au titre de l'Article L. 342-11 1° alinéa 2 du code de l'énergie

Destinataire :
MTPM Hôtel de Ville

Nom du bénéficiaire :


Adresse du destinataire :
Hotel de la métropole
107 Boulevard Henri FABRE
CS 30536
83041 TOULON cedex 9 France

Adresse des travaux de raccordement :
10 RUE MAGENTA 83000 TOULON

Synthèse – A nous retourner avec l'Ordre de Service

Objet	Prise en charge de l'Extension du réseau Public de Distribution (RPD) d'Électricité dans le cadre de l'AU N° PC08313722C0142 au titre de l'article L342-11 1° alinéa 2 du code de l'énergie Affaire N° DE25/019794								
Contribution financière extension	La contribution de la commune ou de l'EPCI au <u>coût de l'extension de réseau est de 4 265.69 € € HT</u> <u>et de 2 559.42 € HT avec application de la réfaction</u> <u>soit 3 071.30 € TTC avec le taux de TVA en vigueur</u> <i>→ le détail du coût des travaux est décrit au paragraphe 3.</i>								
Facturation	<p><i>→ Facturation : éléments à nous transmettre :</i></p> <table border="0"> <tr> <td>▪ Ordre de Service avec :</td><td>▪ Code engagement :</td></tr> <tr> <td>▪ SIRET : _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ </td><td>.....</td></tr> <tr> <td>▪ Code Service :</td><td>▪ Nom Prénom du bénéficiaire.....</td></tr> <tr> <td></td><td>.....</td></tr> </table> <p align="center"><i>A l'adresse suivante :</i></p> <p>ENEDIS-Pôle TPR 106 Chemin Saint Gabriel 84000 AVIGNON avignon-tp@enedis-grdf.fr</p>	▪ Ordre de Service avec :	▪ Code engagement :	▪ SIRET : _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _	▪ Code Service :	▪ Nom Prénom du bénéficiaire.....	
▪ Ordre de Service avec :	▪ Code engagement :								
▪ SIRET : _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _								
▪ Code Service :	▪ Nom Prénom du bénéficiaire.....								
								

¹ Définie dans le décret n° 2007-1280 du 28 août 2007 relatif à la consistance des ouvrages de branchement et d'extension des raccordements aux réseaux publics d'électricité aujourd'hui codifié aux articles D. 342-1 et 2 du code de l'énergie.

 Intelocuteurs	<p><u>Commune/EPCI :</u> Nom Prénom : MTPM Hôtel de Ville</p> <p>Qualité :</p> <p><u>Enedis :</u> Nom Prénom : Sebastien GAMEL</p> <p>Tél : / 09 69 32 18 99 Courriel : caz-aremabt@enedis.fr</p>
--	---

SOMMAIRE

Synthèse – A nous retourner avec l’Ordre de Service	1
1. Objet du document.....	3
2. Description des travaux d’extension.....	4
3. Dispositions financières	4
3.1. Dispositions générales.....	4
3.2. Votre contribution pour l’extension	5
3.3. Modalités de facturation.....	5
4. Échéancier prévisionnel de réalisation des travaux.....	6
5. Interlocuteur	6
Annexe 1 : détail de votre contribution pour l’extension.....	7
Annexe 2 : plan des travaux d’extension du réseau	8

1. Objet du document

Une contribution financière des Communes ou des Etablissements Publics de Coopération Intercommunales en charge de l’urbanisme est due lorsque l’extension de réseau du demandeur s’inscrit dans le cadre d’une autorisation d’urbanisme.

L’article L342-11 1° alinéa 2 du code de l’énergie dispose en effet que "Lorsque l'extension est rendue nécessaire par une opération ayant fait l'objet d'un permis de construire, d'un permis d'aménager ou d'une décision de non-opposition à une déclaration préalable,[...] la contribution correspondant aux équipements mentionnés au troisième alinéa de [l'article L. 332-15 du code de l'urbanisme](#) est versée par le bénéficiaire du permis ou de la décision de non-opposition.

La part de contribution correspondant à l'extension située hors du terrain d'assiette de l'opération est due par la commune ou l'établissement public de Coopération intercommunale compétent pour la perception des participations d'urbanisme ».

Le présent document fait suite :

- à la délivrance de l’autorisation d’urbanisme référencée ci-dessus,
- et à la demande de raccordement au Réseau Public de Distribution, reçue le **27/04/2023**, suite à la délivrance de cette autorisation d’urbanisme.

Enedis a été consultée par la commune pour l’instruction de l’AU :

Dans le cadre de l’instruction de l’autorisation d’urbanisme vous avez sollicité Enedis pour avis. Dans la mesure où le raccordement du demandeur nécessite la réalisation d’extension de réseau situé hors du terrain d’assiette de l’opération du demandeur, Enedis vous a adressé le devis estimatif correspondant au coût de cette extension à votre charge.

Vous avez ensuite délivré l’autorisation d’urbanisme N°**PC08313722C0142**

Ce document présente donc les travaux d’extension du Réseau Public de Distribution, hors du terrain d’assiette de l’opération et réalisés par Enedis en sa qualité de maître d’ouvrage :

- nécessaires et suffisants pour satisfaire l’alimentation en énergie électrique du projet,**
- qui empruntent un tracé techniquement et administrativement réalisable en conformité avec les dispositions du cahier des charges de la concession,**
- conformes à la Documentation Technique de Référence publiée par Enedis.**

Ce document :

est élaboré en fonction de la demande de raccordement, du réseau existant, ainsi que des décisions prises à propos de son évolution, et de vos éventuels souhaits complémentaires,

indique la nature des travaux d'extension du Réseau Public de Distribution d'électricité, la contribution financière à verser à Enedis pour les travaux d'extension à votre charge et les délais de réalisation prévisionnels.

En application de la Délibération de la CRE 2019-275 du 12 décembre 2019 Enedis est tenu de réaliser les travaux de raccordement du demandeur en effet « les réserves éventuellement formulées par la collectivité en charge de l'urbanisme ne doivent pas entraver la bonne tenue et le parfait achèvement des travaux nécessaires au raccordement de l'utilisateur. La mise en service de l'installation de l'utilisateur ne peut pas être soumise à l'accord sans réserve sur le montant de la contribution due par la collectivité en charge de l'urbanisme ou au versement de tout ou partie de cette contribution ».

Nous vous remercions de nous faire part de vos éventuelles observations au plus tard sous un mois à compter du **03/07/23**.

A défaut de manifestation de votre part dans le délai indiqué, Enedis considérera que les termes de ce document vous conviennent.

2. Description des travaux d'extension

Les travaux d'extension sont dimensionnés pour une puissance de **48**.

Les travaux d'extension du Réseau Public de Distribution d'électricité, hors du terrain d'assiette de l'opération et réalisés par Enedis en sa qualité de maître d'ouvrage, sont les suivants :

technique de raccordement : Souterrain

Travaux de création de canalisation en BT

Le plan des travaux prévus est fourni en annexe 2.

3. Dispositions financières

3.1. Dispositions générales

La contribution financière à la charge de la commune ² (ou de l'EPCI) versée à Enedis porte sur les travaux d'extension hors du terrain d'assiette de l'opération et réalisés par Enedis en sa qualité de maître d'ouvrage. Elle est calculée en tenant notamment compte des principes suivants :

les travaux de renforcement, au sens de l'article L. 342-1 du code de l'énergie, sont exclus du périmètre de facturation de l'extension,

les travaux de remplacement pour des raccordements en Basse Tension de consommateurs, ne sont pas pris en compte dans la contribution pour l'extension, selon l'article L. 342-11 du code de l'énergie.

Le montant de votre contribution à l'extension de réseau ci-dessous est ferme et définitif.

^{2,3} En application selon l'article L. 342-11 du code de l'énergie relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité et de l'arrêté du 17 juillet 2008 fixant les taux de réfaction



3.2. Votre contribution pour l'extension

Le montant de la contribution pour l'extension à nous régler³ est de **3 071.30 € TTC**. Il se décompose comme suivant :

Nature	Montant
Total HT Non Réfacté	4 265.69 €
Total HT Réfacté	2 559.42 €
Montant TVA	511.88 €
Total TTC	3 071.30 €

Ce montant est différent de celui que nous vous avons communiqué lors de l'instruction de l'autorisation d'urbanisme pour la ou les raisons suivantes :

évolution du réseau électrique depuis la date de votre demande concernant le CU,

Le détail du montant de la contribution figure en annexe 1.

3.3. Modalités de facturation

La facture sera émise lorsque les travaux seront achevés. Pour ce faire, nous vous remercions de nous transmettre dans un délai d'un (1) mois, soit au plus tard le , les éléments nécessaires à l'élaboration de la facture, à sa conformité, et à son dépôt dans Chorus Pro sont les suivants :

L'Ordre de Service,

Le SIRET,

Le code engagement,

Le code Service,

Le nom du bénéficiaire.

Ces documents sont à envoyer à l'adresse suivante :

ENEDIS-Pôle TPR
106 Chemin Saint Gabriel
84000 AVIGNON
avignon-tpr@enedis-grdf.fr

Le règlement sera alors à effectuer dans un délai maximal de 45 jours, à réception de la facture.

4. Échéancier prévisionnel de réalisation des travaux

Le délai prévisionnel de réalisation des travaux est de **18** semaines, à compter de la date de réception de l'accord du pétitionnaire.

5. Interlocuteur

L'interlocuteur Enedis à votre disposition pour toute question relative à cette proposition, est Sebastien GAMEL dont les coordonnées sont :

Téléphone : / 09 69 32 18 99,

Mail : caz-aremabt@enedis.fr.

Annexe 1 : détail de votre contribution pour l'extension

L'installation est située dans la zone géographique de raccordement 4.

Travaux d'extension :

Travaux de raccordement ORR - chiffrés aux Coûts Réels				
Ventilation de la Σ (Coûts Réels) réfacté	Part Etude	Part Travaux	Part Matériel	Part Ingénierie
Montants HT réfacté	493.16 €	1465.57 €	254.5 €	346.2 €

Le détail de votre contribution se trouve en pièce jointe à ce document.

* Le montant facturé tient compte d'une réfaction prise en charge par Enedis, qui correspond à la part du coût des travaux de raccordement couverte par le tarif d'utilisation des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité (TURPE), dans les conditions prévues par l'arrêté du 28 août 2007 modifié. Cette réfaction pour les extensions est actuellement égale à 40%.

Annexe 2 : plan des travaux d'extension du réseau



